



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHÉ D'ACHAT DE FOURNITURES ACHAT DE PLANTS FORESTIERS
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)
MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)
ACCORD-CADRE A BON DE COMMANDE n° 2025-8360-009

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de plants forestiers sur le territoire de de l'unité de production du Val de Loire. Les commandes seront à livrer dans les départements du Loiret (45), de l'Eure-et-Loir (28), de l'Indre-et-Loire (37) et du Loir-et-Cher (41).

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale de Centre-Ouest Aquitaine
Agence Etudes et Travaux de Centre-Ouest Aquitaine
100 Bd de la Salle
45760 Boigny sur Bionne

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Madame Laure SEUILLLOT, Directrice de l'Agence Etudes et Travaux Centre Ouest Aquitaine de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.3.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.4.	PERSONNE AUPRES DESQUELLES DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2	OBJET – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1.	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
2.2.	PROCEDURE	4
2.3.	CLASSIFICATION CPV.....	5
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE	5
3.1.	STRUCTURE DE L'ACCORD CADRE.....	5
3.1.1.	<i>Forme de l'accord cadre</i>	5
3.1.2.	<i>Allotissement</i>	5
3.1.3.	<i>Modalités d'attribution de l'accord cadre</i>	5
3.2.	DUREE - DELAIS D'EXECUTION.....	5
3.3.	SOUS-TRAITANCE	5
3.4.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
3.6.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	6
3.7.	CLAUDE DE CREATION DE PRIX	6
3.7.1.	<i>Fournitures non prévues</i>	6
3.7.2.	<i>Limitation dans la création des nouveaux prix</i>	6
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD CADRE	6
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE.....	7
5.1.	PASSATION DES COMMANDES.....	7
5.2.	MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE.....	7
5.3.	SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE	7
5.4.	RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE	8
6	DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	8
6.1.	DESCRIPTION DES FOURNITURES.....	8
6.2.	STOCKAGE ET TRANSPORT DES PLANTS.....	8
6.3.	CONDITIONS DE LIVRAISON	8
6.4.	LIEUX DE LIVRAISON.....	9
6.5.	MODALITES DE RECEPTION ET DE CONTROLE DES PLANTS.....	9
7	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....	10
7.1.	UNITE MONETAIRE.....	10
7.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX.....	10
7.2.1.	<i>Nature des prix</i>	10
7.2.2.	<i>Contenu des prix</i>	10
7.3.	VARIATION DANS LES PRIX	10
7.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	11
7.4.1.	<i>Avance</i>	11
7.4.2.	<i>Acomptes</i>	11
7.4.3.	<i>Facturation</i>	11
7.4.4.	<i>Transmission des factures</i>	11
7.4.5.	<i>Paiement des sous-traitants</i>	11
7.4.6.	<i>Délai global de paiement</i>	11
7.4.7.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	12
8	PENALITES.....	12
8.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	12
8.2.	RETARD IMPUTABLE AU CANDIDAT	12
8.3.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	13
8.4.	PENALITES POUR PLANTS NON CONFORMES.....	13

9	DROIT, LANGUE.....	13
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	13
9.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	13
9.2.	TRAVAIL CLANDESTIN	13
9.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	14
9.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	14
10	RECAPITULATION DES DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	14

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Agence Etudes et Travaux de la Direction territoriale Centre-Ouest Aquitaine (DT COA), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 030 20 dont le siège est situé :

100 boulevard de la Salle
– BP18 –
45760 BOIGNY-SUR-BIONNE.

1.2. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique est :

M. Augustin CHAUNU

Directeur financier à la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine
100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne –
Email : augustin.chaunu@onf.fr

1.3. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est :

Mme Yamina KECHEROUD

Responsable territorial Achat à la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine
9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges
Email : yamina.kecheroud@onf.fr

1.4. Personne auprès desquelles des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements techniques est :

M. Mathias HARDIAGON

Responsable d'unité de production du Val de Loire
Email : mathias.hardiagon@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet de l'accord cadre

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de plants forestiers sur le territoire de de l'unité de production du Val de Loire. Les commandes seront à livrer dans les départements du Loiret (45), de l'Eure-et-Loir (28), de l'Indre-et-Loire (37) et du Loir-et-Cher (41).

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fourniture Courante et de Service (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. (NOR : ECOM2106868A) (JORF n°0078 du 1 avril 2021).

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

03121100-6	Plantes vivantes, bulbes, racines, boutures et greffons
------------	---

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE

3.1. Structure de l'accord cadre

3.1.1. **Forme de l'accord cadre**

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.1.2. **Allotissement**

Consultation composée de trois lots géographiques comme suit :

Lots	Secteur
Lot 1	Eure-et-Loir
Lot 2	Loiret
Lot 3	Indre-et-Loire et Loir-et-Cher

3.1.3. **Modalités d'attribution de l'accord cadre**

Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou la totalité des lots de la consultation.

Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

3.2. Durée - délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et pour une durée d'un (1) an ferme et non reconductible.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

3.3. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.4. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.5. Révision automatique de l'accord cadre

Lorsque 90 % du maximum d'un lot de l'accord - cadre a été atteint, l'acheteur en informe le titulaire.

Dans un délai de 30 jours à compter de signalement, les parties échangent sur la possibilité modifier à la hausse le maximum du lot de l'accord cadre dans la limite de 15% du maximum initial.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter maximum du lot, l'acheteur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié du lot n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au titulaire.

3.6. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

3.7. Clause de création de prix

3.7.1. Fournitures non prévues

Dans le cas où des fournitures autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU) initial s'avéraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces fournitures ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base.

Les nouveaux prix correspondants seront créés par une modification du BPU. Ces nouvelles fournitures pourront être commandées par l'émission de bons de commande, qui pourront servir de base à la facturation d'autres fournitures futures similaires.

Le BPU sera modifié en conséquence.

3.7.2. Limitation dans la création des nouveaux prix

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 20% du nombre total des lignes du BPU pour la durée du marché et dans le respect des montants maximums du marché. Au-delà de ce pourcentage, une modification du marché devra être conclue pour toute nouvelle création de prix, dans le respect du code de la commande publique.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Technique Particulières (C.C.A.T.P.), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fourniture Courante et de Service (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. (NOR : ECOM2106868A) (JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre.
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

5.1. Passation des commandes

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants
- la référence du présent marché 2025-8360-009
- la date d'émission du bon de commande
- la désignation des essences souhaitées
- les quantités attendues
- le(s) lieu(x) de livraison
- la(es) date(s) de livraison.
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer

Ils seront adressés au fournisseur par courrier électronique à l'adresse e-mail communiquée par le pépiniériste dans l'acte d'engagement.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

En cas de dépassement du délai de livraison défini dans les conditions ci-dessus, pour tenir compte des répercussions sur l'organisation des chantiers de plantation de l'ONF, les pénalités mentionnées à l'article 8.2 ci-après s'appliqueront de plein droit.

L'ONF s'efforcera autant que possible de regrouper les commandes pour limiter les livraisons.

5.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.3 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessus.

5.4 Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Il en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

6.1. Description des fournitures

Les plants proviendront obligatoirement de pépinières soumises au contrôle phytosanitaire, agréées par le ministère de l'Agriculture. Le titulaire est tenu d'indiquer la pépinière d'éducation des plants et son emplacement géographique. Les plants devront être conformes à la réglementation en vigueur fixée par le ministère de l'Agriculture.

Les régions de provenance des plants mentionnées sur les bordereaux sont à respecter lors de la livraison. Le pépiniériste s'engage à fournir les documents d'accompagnement et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités.

Les plants en conteneurs ou en mottes de 200 cc ne pourront être âgés de plus d'un an.

La hauteur de la tige des plants en conteneur devra être inférieure à deux fois la hauteur du conteneur et inférieure à six fois le diamètre moyen du conteneur.

Après attribution du marché, aucune modification de provenance ou de qualité ne sera acceptée.

6.2. Stockage et transport des plants

Le pépiniériste prendra les dispositions nécessaires pour identifier les plants commandés (étiquettes, marquage, séparation des lots...) et éviter des mélanges entre essences proches ou entre provenances.

Le stockage et le transport sera réalisé sur palette filmée, les plants étant stockés en cageot où ils seront rangés en position verticale.

Le pépiniériste sera tenu d'assurer la récupération des caisses ou emballages de toute autre nature résultant de la livraison et du conditionnement des plants.

6.3. Conditions de livraison

Les livraisons devront avoir lieu du lundi au vendredi inclus, sauf jour férié, entre 8h00 et 16h00. Les livraisons envisagées à des heures plus tardives devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF, du fait des conséquences induites en termes de manutention des caisses de conteneurs après le coucher du soleil.

Le pépiniériste prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison, dans un délai qui sera précisé sur le bon de commande et ne pourra être inférieur à 48 heures (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu.

Le pépiniériste est informé du fait que les points de livraison ne bénéficient pas d'une présence permanente d'un représentant ONF et que le réceptionnaire, s'il se trouve en forêt, peut ne pas être joignable : **il doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'avertir suffisamment en amont et lui permettre d'organiser sa présence à la livraison.** A défaut, le lot de plants pourra être refusé sans que le pépiniériste puisse prétendre à un dédommagement de la part de l'ONF.

Le pépiniériste devra donc demander à son transporteur et transmettre à l'ONF l'information sur :

- la demi-journée de livraison, 48h à l'avance.

- Le créneau horaire par tranche de 2 heures, la veille de la livraison

En aucun cas, les produits ne devront être laissés sur place si l'opération de réception n'a pu avoir lieu ; l'ONF se déchargeant de toute responsabilité en cas de détérioration ou de vols.

Les plants seront livrés préférentiellement par le pépiniériste. Même s'il fait appel à un transporteur, le pépiniériste demeure responsable des bonnes conditions de préservation des plants et de l'information du réceptionnaire ONF.

Dans tous les cas, le pépiniériste devra s'assurer auprès des responsables ONF que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site ONF (parfois via route empierrée) et au matériel destiné au déchargement.

L'ONF ne possédant pas de plate-forme de déchargement, ni de matériel adapté, **les manutentions nécessaires au déchargement des produits seront à la charge du fournisseur, qui prendra toute disposition pour le bon déroulement de l'opération. Pour des raisons de sécurité, aucun personnel de l'ONF ne participera à l'opération de déchargement. Si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à l'ONF.**

Conformément à l'article 19.3 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, les risques afférents aux transports des plants jusqu'à leur destination incombent au fournisseur.

6.4. Lieux de livraison

Cette liste est donnée à **titre indicatif** et pourra être complétée au besoin par l'ONF, notamment par des sites situés dans d'autres départements de la direction territoriale Centre Ouest Aquitaine.

Lot	Correspondant ONF	Adresse
1	Yohann Planchais 06.09.71.87.74 yohann.planchais@onf.fr	Garage des Evêts 28250 Senonches
2	Kevin Colonel-Bertrand 06.12.85.62.34 kevin.colonel-bertrand@onf.fr	Maison forestière des Houssières route de la Chênetière 45450 Ingrannes
2		Carrefour de la résistance Route du marchais Mignon 45260 Montereau
3		Allée de Clénord 41250 Vineuil
3		Route Forestière de Jean de Saintré 37190 Rivarennas

6.5. Modalités de réception et de contrôle des plants

La réception des plants sera effectuée suivant la méthode de contrôle par échantillonnage décrite dans le guide « Réussir la plantation forestière » 3^{ème} édition décembre 2014, dont il appartient à l'entrepreneur de prendre connaissance. Il est téléchargeable à l'adresse :

https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide_reussir_la_plantation_forestiere_201501_a4_cle8a81f1.pdf

Ce guide est accepté par les deux parties comme étant la référence sur le protocole de contrôle et sur les critères de conformation et d'état sanitaire.

Les plants devront :

- être de **qualité loyale et marchande** selon les critères de conformation et d'état sanitaire définis par les normes qualitatives CEE rappelées dans le Guide technique "réussir la plantation forestière", édition 2014, et présenter toutes les garanties nécessaires à une bonne reprise : ils seront en état de végétation latente et présenteront un enracinement et une tige bien équilibrés.

- satisfaire aux **normes d'âges et de dimensions** indiquées dans le bordereau des prix unitaires, y compris en ce qui concerne les dimensions et caractéristiques des conteneurs ou des mottes, sous peine de refus du lot, sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF. S'il existe un niveau d'exigence supérieur au niveau régional pris dans un arrêté, les normes de cet arrêté prévaudront.

La réception se fera contradictoirement entre le réceptionnaire ONF et le pépiniériste ou son représentant. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un document signé par les deux parties.

Le pépiniériste est conscient du temps nécessaire au bon déroulement nécessaire aux opérations de réception et s'engage à en informer préalablement son représentant, ou son prestataire en cas de livraison par un transporteur. Aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'ONF en dédommagement de l'attente du chauffeur le temps des opérations de contrôle et de réception.

En cas de livraison par un transporteur, la réception se fera unilatéralement par le réceptionnaire ONF (sauf délégation formelle écrite de représentation faite par le prestataire au transporteur). Les résultats lui seront opposables et il ne pourra pas les contester.

Chaque livraison s'accompagnera impérativement de la remise au réceptionnaire ONF des **documents d'accompagnement des plants** : document du fournisseur, passeports phytosanitaires européens (PPE) pour les essences qui y sont soumises et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités, lot par lot. En cas de non-présentation de ces documents, le lot sera refusé sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF.

En cas de contrôle aboutissant à une décision de refus de lot, le réceptionnaire ONF conservera pour toute demande de justification ultérieure les échantillons de plants ayant servi aux opérations de contrôle, sans paiement de cet échantillon au pépiniériste.

Le titulaire retenu assume seul les frais de retour de la marchandise non réceptionnée (ou de sa destruction en cas de non reprise), ainsi que les impossibilités de réceptionner ou les surcoûts engendrés par des défaillances du transporteur pour respecter l'organisation programmée.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités commandées, le prix unitaire figurant à l'acte d'engagement.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

7.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

7.4. Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Avance

Sans objet.

7.4.2. Acomptes

Sans objet.

7.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : 2025-8360-009;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

7.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : 2025-8365-002
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXX.
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 6620431160xxxx
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.4.5. Paiement des sous-traitants

Il est rappelé que la sous-traitance n'est pas possible pour un marché de fournitures. Cette interdiction ne fait pas obstacle à ce que son titulaire fasse appel à d'autres fournisseurs qui n'agissent qu'en tant que tels.

7.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

8.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

8.2. Retard imputable au candidat

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. et si, pour quelques raisons que ce soit sauf en cas de force majeure, les livraisons n'étaient pas effectuées dans les délais prévus, le fournisseur pourra se voir appliquer sans mise en demeure préalable des pénalités de retard pour défaut de livraison, calculées suivant la formule ci-après :

$P = (V \times R) / 50$, dans laquelle

P = montant de la pénalité

V = valeur de l'ensemble des produits non livrés dans les délais prévus

R = nombre de jours calendaire de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. les pénalités de retard seront dues y compris si leur montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché. Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera accordé(e) au titulaire pour une durée égale à la durée des perturbations.

8.3. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8.4. Pénalités pour plants non conformes

Les plants non conformes seront repris par le Titulaire à sa charge et celle-ci sera tenue de re-livrer des plants de qualité loyale et marchande.

En cas d'impossibilité d'échanger les plants, l'ONF sollicitera un autre fournisseur afin d'obtenir les plants conformes au marché. S'il s'avérait que les prix des plants soient supérieurs à ceux présentés par la Pépinière attributaire du marché, celle-ci s'engage à payer à l'ONF la différence entre le coût initial prévu au marché attribué et le coût proposé par la Pépinière acceptant de fournir à l'ONF les plants concernés, de qualité loyale et marchande.

Au cas où aucune pépinière ne pourrait proposer des plants conformes en remplacement des plants non admis, pour tenir compte du surcoût occasionné à l'ONF du fait de l'impossibilité de procéder au reboisement prévu, le titulaire du marché pourra se voir appliquer une pénalité correspondant au coût total hors taxes des travaux préparatoires à la plantation dans les parcelles où auraient dû être mis en place les plants non admis, que l'ONF devra refaire (travaux de préparation de végétation (broyage) et de sols).

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique. Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués. Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- Aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

9.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

9.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

9.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr.

10 RECAPITULATION DES DEROGATIONS AU C.C.A.G.

L'article 8.2 du présent C.C.A.T.P. déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G. applicables aux marchés publics de Fourniture Courante et de Service (C.C.A.G.-F.C.S.)